

DEPARTEMENT
VAUCLUSE
CANTON
BOLLENE
COMMUNE
<b>MONDRAGON</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

**ARRETE du Maire**

**N° 427/2025**

Feuillet n° 2025-560

6.1

Police Municipale

***PORTANT SUR L'INTERDICTION TEMPORAIRE  
DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT  
POUR LA FETE DE LA BIERE***

**Le Maire de MONDRAGON,**

**VU** La loi n°82.213 du 13 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212- L2212-2, L2213-1,

**VU** le Code de la route, et notamment les articles L325-1 à L325-13, R325-12 à R 3225-52,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**VU** la demande formulée par courrier le 30 juillet 2025 par Monsieur Jean LEBEGUE, Vice-président du Comité des Fêtes,

**CONSIDERANT**, qu'en raison de la journée dédiée à la Fête de la Bière qui se déroule sous la halle, sur son parking attenant et sur la partie Nord de la rue Marin RAMIERE, et qu'il incombe au Maire, dans le cadre des pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité sur les voies publiques, il est nécessaire d'appliquer les mesures citées dans le présent arrêté,

***ARRETE***

**ARTICLE 1 :**

A l'occasion de la manifestation « Fête de la bière », organisée par le Comité des Fêtes, le stationnement et la circulation de tous véhicules à moteur seront interdits à partir du samedi 20 septembre 2025 de 8h00 au dimanche 21 septembre 2025 à 01h sur les lieux suivants :

- La halle sportive et culturelle
- le parking de la Halle,
- et la partie Nord de la rue Marin Ramière à MONDRAGON.

La signalisation règlementaire et les barrières de protection, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière seront mises en place et entretenue par les agents des services techniques et de la police municipale de la Mairie de Mondragon qui demeurera responsable de cette signalisation :

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.